

**Compte rendu du conseil de perfectionnement  
ACTIVITES JURIDIQUES : ASSISTANT JURIDIQUE/ASSISTANT JURIDIQUE EN  
3 ANS  
10/04/2025**

UFR DROIT JULIE-VICTOIRE DAUBIE

Licence professionnelle ACTIVITES JURIDIQUES : ASSISTANT JURIDIQUE

CR rédigé par Hélène Métral et Laure Tougne Rodet le 16/04/2025

Noms et qualités des personnes présentes :

Laure Tougne Rodet, professeure des universités et responsable pédagogique

Hélène Métral, responsable administrative

Charlotte Fontaine, déléguée LPAJ 1

Léa Peyrot, déléguée LPAJ 1

Amina Vehabovic, déléguée LPAJ 2

Andréa Cavalière, déléguée LPAJ 2

Christal Bourgeois, intervenante professionnelle et ancienne étudiante de la formation

Victoria Janex, intervenante professionnelle et ancienne étudiante de la formation

Amélie Gassa, professeure associée

Françoise Camat, intervenante professionnelle

Guy Godard, enseignant vacataire

Astier Mélanie, intervenante professionnelle

Alix Panet Di Giovanni, référente alternance au CFA

Béatrice Guillaume, intervenante professionnelle

Emma Durand, intervenante professionnelle

Sarah Cherif, intervenante professionnelle et ancienne étudiante de la formation

## Préparation du conseil

En préparation du conseil de perfectionnement, les étudiants de la formation ont été encouragés à échanger entre eux afin de permettre à leurs délégués de porter une parole collective et constructive lors de la réunion.

Par ailleurs, un sondage a été diffusé auprès des différentes parties prenantes (enseignants, étudiants, représentant du CFA et maîtres d'apprentissage) dans le but de favoriser une participation optimale.

En introduction de la réunion, la responsable pédagogique Mme Tougne Rodet a tenu à rappeler les principaux objectifs de la formation, son organisation générale ainsi que les maquettes pédagogiques. Elle a également présenté un point d'étape sur les recrutements et les situations d'alternance.

À partir des données statistiques recueillies sur les lieux d'alternance, il a été observé qu'une proportion significative d'étudiants (plus de 10 %) évolue dans le domaine des études d'huissiers et de commissaires de justice. Cette tendance pourrait amener à envisager une

adaptation ou une évolution des options proposées en troisième année, afin de mieux répondre à cette orientation professionnelle.

## Principaux points discutés en conseil

### Retour des étudiants sur les différents aspects de la formation

Les étudiants expriment une satisfaction générale quant à la qualité des enseignements, à l'engagement des intervenants ainsi qu'au rythme de la formation. Ils soulignent également l'intérêt d'un effectif réduit, qui permet de favoriser les échanges et une dynamique de groupe constructive.

Quelques pistes d'amélioration ont néanmoins été remontées, dans une démarche constructive :

- Une meilleure communication des résultats au fil des évaluations serait souhaitée.
- La mise à disposition systématique des supports de cours, ou a minima d'un plan de cours, sur la plateforme en ligne, faciliterait la compréhension des cours.
- Certains étudiants souhaitent que soient abordés des aspects de la procédure civile applicables à d'autres contextes professionnels que celui des cabinets d'avocats.
- Une attention particulière aux amplitudes horaires est demandée, notamment lorsqu'une journée de cours commence à 8h et se termine après 19h30/20h.
- Pour certains enseignements, des séquences plus courtes et réparties dans le temps pourraient permettre une meilleure assimilation des contenus.
- Enfin, une meilleure visibilité du suivi sur la plateforme Calliel est souhaitée, notamment en ce qui concerne la saisie et la validation des comptes rendus par les tuteurs d'apprentissage.

### Retour des enseignants sur les différents aspects de la formation

Les enseignants témoignent de leur satisfaction à intervenir dans cette formation, qu'ils perçoivent comme stimulante grâce à l'investissement, l'intérêt et le dynamisme manifestés par la majorité des étudiants. Ils soulignent également leur volonté constante de s'adapter aux besoins des étudiants, en privilégiant l'écoute et le dialogue ; ce qui permet généralement de trouver des solutions équilibrées.

Il a toutefois été noté que, cette année, certains étudiants semblent moins réceptifs à l'accompagnement proposé, ce qui peut rendre plus difficile leur mobilisation autour du travail attendu.

Par ailleurs, des remarques ont été formulées concernant le manque de posture professionnelle de certains étudiants en cours ; ce qui peut poser question dans le cadre d'une formation en alternance. Le respect du cadre pédagogique, des intervenants et des pairs constitue un principe fondamental du bon déroulement de la formation.

Ces points feront l'objet d'un rappel clair en début d'année prochaine, afin de poser collectivement un cadre de fonctionnement partagé.

## Retour des maîtres d'apprentissage

Bien qu'aucun maître d'apprentissage n'ait pu être présent lors du conseil de perfectionnement, certains ont pris le temps de faire part de leurs retours en amont de la réunion.

De manière générale, ils se déclarent très satisfaits des étudiants qu'ils accueillent au sein de leurs structures. Ces derniers sont perçus comme sérieux, investis et impliqués dans leur mission.

Ils soulignent qu'en début de première année, une période d'adaptation est souvent nécessaire, notamment pour évaluer les tâches qu'il est possible de confier à des étudiants récemment sortis du lycée. Toutefois, cette phase est généralement courte, et les apprentis parviennent rapidement à s'adapter, prenant en charge des missions telles que l'accueil des clients, le classement de dossiers, la rédaction de courriers ou encore la gestion d'agendas.

En deuxième année, les retours sont particulièrement positifs, plusieurs maîtres d'apprentissage envisageant même de recruter les étudiants à l'issue de leur formation, signe d'une intégration réussie et d'une montée en compétence appréciée.

## Conclusions

Après discussion le conseil estime que :

Les points forts de la formation sont :

- Un effectif réduit composé d'étudiants sélectionnés, favorisant un encadrement de qualité et une dynamique de groupe constructive.
- L'alternance offre aux étudiants une mise en perspective concrète des enseignements juridiques, en leur permettant d'appliquer le droit dans un contexte professionnel.
- La formation est en phase avec les besoins des employeurs, offrant aux étudiants des compétences très recherchées sur le marché du travail.

Les objectifs de la formation sont adaptés aux débouchés (poursuite d'études / emploi) :

~~Tout à fait~~ / Plutôt Oui / ~~Plutôt Non~~ / ~~Pas du tout~~

Commentaires :

Les diplômés s'insèrent rapidement sur le marché du travail à l'issue de la formation. Les étudiants les plus performants poursuivent leur parcours en intégrant un master en droit s'ils le souhaitent, dans la spécialité de leur choix.

Évolutions souhaitées :

La mise en place d'une option en troisième année, spécifiquement orientée vers le contentieux, pourrait être envisagée afin de répondre aux attentes des étudiants souhaitant se spécialiser dans ce domaine. Une autre piste consisterait à créer une passerelle vers la licence professionnelle "Activités juridiques – Contentieux et recouvrement", offrant ainsi une continuité cohérente pour les parcours professionnels ciblés.

Les étudiants qui sont allés au bout de la formation ont atteint les objectifs visés :

Tout à fait / ~~Plutôt Oui~~ / ~~Plutôt Non~~ / ~~Pas du tout~~

Commentaires :

Oui, les étudiants ayant mené la formation jusqu'à son terme ont, dans leur grande majorité, atteint les objectifs pédagogiques fixés. L'acquisition des compétences visées a été constatée à travers l'évaluation continue, les résultats aux examens, les retours des maîtres d'apprentissage et les observations des enseignants.

Par ailleurs, les perspectives à l'issue de la formation — qu'il s'agisse d'une insertion professionnelle rapide ou de la poursuite d'études en master — confirment la bonne adéquation entre les objectifs de la formation et les compétences réellement développées par les étudiants.

Quelques ajustements restent à envisager pour répondre à l'évolution des besoins du secteur professionnel (ex. : spécialisation en contentieux), mais globalement, les résultats obtenus témoignent de la pertinence du parcours proposé.

Le programme de formation doit être conservé sans changement :

Tout à fait / ~~Plutôt Oui~~ / ~~Plutôt Non~~ / ~~Pas du tout~~

Commentaires :

Le programme de formation donne entière satisfaction dans sa structuration actuelle, et il est donc prévu de le maintenir.

Seuls un ou deux intitulés d'unités d'enseignement en lien avec la découverte des métiers pourraient faire l'objet de légers ajustements, afin de mieux refléter le contenu effectivement dispensé (conférences de professionnels essentiellement).

Les pédagogies mises en œuvre sont adaptées au public étudiant et aux objectifs visés :

Tout à fait / ~~Plutôt Oui~~ / ~~Plutôt Non~~ / ~~Pas du tout~~

Commentaires :

Les pédagogies mises en œuvre sont adaptées à la fois au profil des étudiants et aux objectifs de la formation. Elles permettent de favoriser l'acquisition progressive des compétences, en alternant apports théoriques, mises en situation pratiques, et retours d'expérience issus de l'alternance. Cette approche équilibrée contribue à maintenir l'engagement des étudiants tout en assurant une montée en compétence conforme aux attendus du diplôme.

Les modalités d'évaluation des connaissances et des compétences doivent être conservées sans changement :

Tout à fait / ~~Plutôt Oui~~ / ~~Plutôt Non~~ / ~~Pas du tout~~

Commentaires :

Les modalités d'évaluation actuellement en place sont jugées pertinentes et cohérentes au regard des objectifs de la formation. Elles permettent d'apprécier de manière équilibrée les connaissances académiques et les compétences professionnelles des étudiants. Il n'est donc pas envisagé de les modifier à ce stade.